



Objet : dialogue social : demande de neutralisation de la semaine du 13 au 17 mars 2023

A Paris le 10 Mars 2023

Monsieur le Directeur général,

Le mouvement social contre le projet de réforme des retraites ne s'estompe pas et la semaine du 13 au 17 mars sera marquée par des étapes importantes tant sur le plan législatif que social. Comme vous le savez, l'ensemble des organisations syndicales représentatives de la DGFIP sont pleinement inscrites dans ce mouvement contre une réforme, qu'une très large majorité de la population juge comme régressive, injuste et injustifiable. Les agents de la DGFIP par leur implication dans les journées d'action successives, ont démontré qu'ils s'inscrivaient pleinement dans ce mouvement.

C'est pourquoi nos organisations Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et l'alliance CFTD/CFTC Finances Publiques appellent, dans la continuité des actions déjà engagées, l'ensemble des personnels à s'inscrire dans toutes les initiatives qui seront programmées à compter de ce samedi et dans les jours prochains.

A cette fin et dans les mêmes termes que ceux évoqués dans notre courrier du 27 février 2023, nos organisations syndicales vous demandent à l'unisson la neutralisation de la période allant du 13 au 17 mars 2023.

Par ailleurs, notre précédent courrier était explicite sur notre souhait d'une neutralisation totale de la période avec une reprogrammation automatique de toutes les instances et groupes de travail. Au regard des évolutions que vous avez depuis apporté au calendrier social nous avons cru comprendre que toutes les instances étaient repositionnées en 1ère convocation. Dès lors, considéré que le quorum n'a pas été atteint le 6 mars alors que le CSA était dans la cible de la neutralisation ne semble pas conforme à l'esprit de nos échanges. C'est pourquoi nous vous demandons très officiellement la neutralisation effective de tous les rendez-vous prévus à l'agenda social sur la semaine du 13 au 17 mars et d'arrêter une nouvelle date de 1ère convocation pour le 1^{er} CSA de la mandature.

Alors que vous avez régulièrement fait état de votre attachement au dialogue social, alors que dans certaines administrations du ministère le dialogue social est mis entre parenthèse à l'aune du conflit actuel sur les retraites, nos organisations syndicales vous demandent d'inscrire le 1^{er} CSA de la mandature dans un calendrier social respectueux des combats menés par et pour les personnels de la DGFIP.

Souhaitant une issue favorable au respect d'un dialogue social constructif, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos salutations distinguées. .

Les secrétaires généraux

| | | | |
|------------------|-----------------|------------------|--------------------------------|
| Anne GUYOT WELKE | Fanny DE COSTER | Olivier BRUNELLE | Christophe BONHOMME L'HERITIER |
|------------------|-----------------|------------------|--------------------------------|

Solidaires Finances Publiques

CGT Finances Publiques

FO DGFIP

Alliance CFDT/CFTC Finances Publiques